

## FRAPPES CONTRE LA LIBYE L'Otan en passe de prendre le commandement des opérations

L'Otan se prépare à prendre le commandement de toutes les opérations militaires en Libye au moment où, en parallèle, les efforts pour trouver une solution diplomatique au conflit s'intensifient en vue d'une réunion cruciale mardi à Londres. Peu avant une réunion des ambassadeurs des 28 pays membres de l'Alliance, prévue en fin d'après-midi, des diplomates ont indiqué que l'Otan souhaitait strictement limiter les frappes à la protection des civils et des zones habitées.

Le plan qui doit être soumis aux ambassadeurs ne prévoit pas d'intervention en vue de soutenir les insurgés qui combattent les forces du colonel Mouammar Kadhafi.

«L'Otan restera toujours impartial. L'Otan ne choisit pas de camp. Le but est d'arrêter tout danger éventuel pour la population, en accord avec la résolution (1973) de l'ONU» autorisant l'usage de la force pour imposer un cessez-le-feu immédiat en Libye, a dit un diplomate s'exprimant sous couvert de l'anonymat.

L'Alliance atlantique a déjà pris en charge l'embargo sur les armes en Méditerranée et la zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye.

Les divergences demeurent grandes au sein de l'Alliance où toute décision requiert un consensus de ses membres, même si Washington part du principe qu'un accord sera trouvé.

La Turquie, seul pays musulman du bloc, s'est jusqu'à présent opposée aux frappes. L'Allemagne, qui s'est abstenue à l'ONU sur la résolution 1973, est opposée au principe de l'intervention militaire.

La France, fer de lance de l'intervention aux côtés des États-Unis et de la Grande-Bretagne, souhaite que les bombardements demeurent sous la responsabilité des États de la coalition internationale pour ne pas s'aliéner l'opinion arabe et afin de garder une marge de manœuvre opérationnelle.

Les États-Unis, qui commandent actuellement l'opération, sont, eux, pressés de passer le relais à l'Alliance atlantique. L'intervention en Libye est impopulaire dans le pays.

Signe de cette volonté américaine de se mettre en retrait : l'Otan a nommé un général canadien, Charles Bouchard, commandant des opérations de l'alliance en Libye. La «machinerie» de l'Otan jouera un rôle essentiellement «technique», affirme la diplomatie française, soucieuse de minimiser son rôle.

Ce n'est pas l'avis des responsables de l'Alliance. «C'est le Conseil de l'Atlantique Nord (ambassadeurs des pays de l'Otan) qui aura le contrôle politique de l'opération» militaire, affirme l'un d'eux.

Paris a obtenu la création d'un «groupe de contact» regroupant les douze pays participant à l'intervention, y compris les États arabes, qui se réunira à Londres demain pour la première fois et doit à ses yeux assumer «le pilotage politique».

Les ministres des Affaires étrangères de plus de 35 pays ont déjà confirmé leur participation à cette réunion. Le président Sarkozy a souligné vendredi que la solution ne pouvait pas être seulement militaire mais «politique et diplomatique». Il a annoncé une initiative franco-britannique en ce sens.

«Maintenant que l'ensemble de l'Europe et les Nations unies ont dit que le colonel (Kadhafi) n'est plus un interlocuteur acceptable, nous ne pouvons pas envisager une solution dans laquelle il resterait au pouvoir», a expliqué de son côté le chef de la diplomatie italienne, Franco Frattini.

Rome et peut-être Berlin, selon M. Frattini, voudraient présenter demain un plan prévoyant un cessez-le-feu garanti par l'ONU, des consultations larges avec les nombreuses tribus libyennes et «un couloir humanitaire permanent sur lequel nous travaillons déjà avec le gouvernement turc». «Il faudra inclure les groupes tribaux, au moins les plus significatifs.

Tout le monde travaillera ensuite ensemble à l'élaboration d'une Constitution pour la Libye», a-t-il dit.

Cette démarche pourrait être facilitée par les progrès des insurgés libyens qui ont repris plusieurs villes stratégiques.

«Je me conçois comme le premier serviteur du peuple marocain»

(Mohammed VI, *Time*, 26/06/2000)

Par Ammar Koroghli\*

**Le roi du Maroc, Mohammed VI, annonce une «réforme constitutionnelle globale», précisant que «le projet de la nouvelle Constitution» sera «soumis au référendum populaire».**

Le souverain promet en effet «la consécration du statut de Premier ministre en tant que chef d'un pouvoir exécutif effectif et pleinement responsable du gouvernement». Il prévoit également «un gouvernement élu, émanant de la volonté populaire exprimée à travers les urnes et jouissant de la confiance de la majorité à la Chambre des représentants». De même, il a annoncé des mesures afin de renforcer le pluralisme, les droits de l'homme et les libertés individuelles, l'indépendance de la justice, et le rôle des partis politiques. Impression de discours de Chadli Bendjedid suite aux émeutes d'Octobre 1988 ? Sans doute qu'un retour vers l'histoire politique du Maroc post-indépendance est nécessaire pour apprécier cette (r)évolution qui s'annonce.

Dès 1956, le souverain Mohammed V, alors Mohammed Ben Youssef, disait : «Notre volonté est d'instaurer au Maroc un régime démocratique dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle basée sur la séparation des pouvoirs.» Ce, à un moment où la situation économique était des plus épouvantables pour le peuple marocain tant les caisses de l'Etat étaient désespérément vides. Après son retour d'exil, le futur roi du Maroc est intronisé, la France ayant reconnu l'indépendance du Maroc.

Pour le nouveau pouvoir marocain, la priorité était alors d'avoir une véritable armée (naissance des FAR) et une police efficace. Déjà, les instruments de répression et inhibiteurs de la démocratie se mettaient en place, le sécuritaire prenant le pas sur l'économique et le social. Le tout sur fond de liquidations physiques de ceux parmi les Marocains soupçonnés de «collaboration» avec la France et de distribution de terres agricoles autrefois détenues par les colons et cédées en partie aux militaires. Certains dénoncèrent la situation sécuritaire due au «régime policier... plus abominable que celui du colonialisme» (M. H. Ouazzani).

Cette appréciation était sans doute excessive, mais il est vrai que sévissaient alors des règlements de comptes entre partis alors même que la monarchie se renforçait au détriment d'un jeu politique démocratique.

Quelques personnalités tentaient de sauver la mise : Allal El Fassi, nationaliste intransigeant, qui avait, dit-on, le don d'agacer le palais de Mohammed V ; Mehdi Ben Barka, progressiste et militant de la cause du tiers-monde, qui inquiétait sérieusement la monarchie (il disait : «Au Maroc, on peut devenir riche en un clin d'œil. Tu baisses la main, tu baisses les yeux et tu deviens riche»). Il y avait également Abderrahim Bouabid qui avait conscience qu'«il existe une hiérarchie sociale qui ne doit rien au mérite, mais tout à la naissance et à la fortune... Allons-nous demeurer éternellement en régime de pouvoir personnel ?». Il y a également Abdallah Ibrahim pour qui il fallait «nous occuper en priorité des domaines social et économique, en nous abstenant de bercer les foules de slogans démagogiques...». Dès lors, il est étonnant qu'avec ce potentiel, le Maroc n'ait pu parvenir à jeter durablement les bases d'un développement politique. L'Algérie n'est pas loin de ce cas.

### Le roi Hassan II entre coups d'Etat, régression sociale et corruption

Le roi Mohammed V mourut à la suite d'une opération banale, dit-on ; ce qui ouvrit la voie au pouvoir absolu de Hassan II. Dans *Le Défi* (1976), celui-ci disait de son père que pour lui «l'indépendance n'était pas une fin, mais un moyen ; le moyen de jeter les bases de la nation moderne marocaine». Toujours est-il que d'aucuns s'accordent sur le fait que feu Hassan II régnait et gouvernait par la «terreur institutionnalisée». A en croire Gilles Perrault <sup>(1)</sup>, «le roi donne l'exemple. Premier propriétaire foncier du pays, premier exportateur d'agrumes, premier entrepreneur, il rachète les possessions de la Banque de Paris et des Pays-Bas, il investit dans les produits laitiers, la betterave à sucre, les fleurs coupées. Ses placements à l'étranger sont innombrables...

La corruption est partie intégrante de son mode de gouvernement (...). Ifrane, Tanger, Agadir, Marrakech,

Rabat, Fès, Meknès, Casablanca : chaque grande ville du royaume devait avoir son palais. A Fès, toute la robinetterie était en or... La somptuosité des bouffes fait l'émerveillement général. Montagnes de homards et de langoustes, piles de saumons, caviar à la louche, fruits, gâteaux et sorbets. Des moutons tournent par dizaines sur la broche des méchouis... ».

Le règne (et gouvernement) de Hassan II est terni par l'affaire Ben Barka, les coups d'Etat, les «années de plomb», les émeutes populaires. En mars 1965, l'insurrection de Casablanca dura trois jours, occasionnant des centaines de morts ; la répression étant menée par un certain Oufkir, plus tard auteur d'une tentative de putsch. L'état d'exception fut d'ailleurs proclamé en juin de la même année. La récupération des positions des colons par la bourgeoisie marocaine économique, alliée du régime, préfigura la prédation qui s'ensuivit. En effet, les années 1965 à 1971 se caractérisent par la corruption érigée en mode de gouvernement et par la répression des partis de gauche et de l'Union nationale des étudiants marocains, ainsi que par des condamnations pour «atteinte à la sûreté de l'Etat». C'est dans ce contexte qu'intervint le coup d'Etat de 1971 à Skhirat où le roi faisait alors son anniversaire, conduit par le général Medbouh et le lieutenant colonel Ababaou. L'échec de ce coup d'Etat est suivi par la répression menée par le même Oufkir à l'endroit des insurgés dont certains moisirent au bagne de Tazmamart, «goulag de la monarchie» d'alors. Oufkir, devenu général, conçut un pronunciamiento en 1972 ; ce fut la fameuse attaque de l'avion royale par des avions de chasse de l'armée marocaine. La répression s'abattit de nouveau sur les mutins ; Oufkir y trouva la mort.

Tirant la leçon de ces péripéties, la monarchie a été amenée à «renforcer la base économique des capitalistes, propriétaires terriens, militaires et hauts cadres administratifs pour les rendre solidaires de la destinée du régime» (Vermeren). Il semblerait alors que le roi Hassan II était alors prêt à «faire périr le tiers de la population pour préserver les deux tiers de la population saine», secondé en cela par le général Dlimi devenu dès 1970 directeur général de la Sûreté nationale et, dit-on, corrompu et impliqué dans une troisième tentative de putsch. Au plan social, les étudiants s'agitaient à un moment où le régime favorisait la bourgeoisie urbaine et les notables ruraux (en 1978 ; on comptait, semble-t-il, quelque «trois cents multimilliardaires», alors que les pauvres devenaient plus pauvres, que le Maroc économique s'endettait pour ses investissements, que les exportations se réduisaient sur fond de crise agricole et de sécheresse, que l'exode vers les bidonvilles des grandes villes (telle Casablanca) devenait une donnée de plus en plus visible.

De nouveau, il y eut des émeutes à Casablanca en 1981 dès l'annonce de l'augmentation des prix de la farine, du sucre et du beurre. Cette ville devint ainsi une véritable «poudrière» (70% des jeunes de 15 à 20 ans étaient alors non scolarisés et sans travail stable) ; derechef, la répression coûta quelques centaines de morts au Maroc...

Echaudé par les coups de l'armée portés contre la monarchie, le roi remit au goût du jour le ministère de l'Intérieur et ses services. Driss Basri entra en scène et ne la quitta qu'avec l'avènement de Mohammed VI. La vie politique avait l'apparence du «multipartisme», le Parlement étant instrumentalisé par la Palais pour jouer la partition du pluralisme de façade. La presse était aux ordres. La question du Sahara occidental fut sacrée depuis cause nationale et Hassan II s'affichait alors avec Pères en 1986 et avec Rabin en 1993.

De 1971 à 1999, le Maroc initia un dialogue avec l'opposition de gauche pour ce qu'il a été convenu d'appeler «l'alternance», le roi régnant et gouvernant toujours ; les militants de l'islam politique devenaient de plus en plus visibles. Le tout sur fond de plan d'ajustement structurel, d'austérité, de troubles universitaires et de «crise berbériste» ; ce, sans omettre la fermeture des frontières avec l'Algérie privant le Maroc oriental de ressources certaines. Durant cette période, le pays passa de 3,4 millions à 5,3 millions de pauvres. Face à cette situation, le roi Hassan II concéda une réforme constitutionnelle et des élections anticipées avec en apparence deux grands blocs qui se concurrençaient : la Koutla qui réunit les partis de gauche et le Wifak qui est une coalition d'anciens partis administratifs dont l'Union constitutionnelle ; ce, en vue d'une «alternance» contrôlée pour assurer ainsi la pérennité de la monarchie.

La monarchie alors ? Une vingtaine de palais de Tanger à Agadir, de Marrakech à Ifrane et Casablanca ; «des palais grandioses... des palais royaux propriété de l'Etat, des palais privés ou des villas cossues aux allures de palais...